

genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les membres de l'OMC reprennent les pourparlers en groupes de négociations

Les membres de l'OMC ont commencé leur quête renouvelée pour conclure le programme de Doha pour le développement (PDD) cette année, après la réunion des principaux ministres du Commerce qui s'est tenue le 24 janvier en marge du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Leur objectif consiste à produire un programme de travail clair d'ici la fin de juillet 2015, ce qui aboutirait à la conclusion du Cycle de Doha lors de la dixième conférence ministérielle (CM-10) qui se déroulera au Kenya en décembre prochain. Compte tenu des délais qu'ils n'ont pas réussi à respecter précédemment, l'objectif que les membres se sont fixés prend des airs de défi, mais le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, ne perd pas espoir que son organisation sera en mesure de parvenir à ses fins. Il compte marquer des points en surfant sur la vague des récents résultats qui ont été obtenus, d'abord à Bali en décembre 2013, et de nouveau en décembre dernier, au sujet de la sécurité alimentaire et de la facilitation des échanges.

C'est en ayant à l'esprit cet objectif que le groupe de négociations sur l'agriculture a repris ses réunions le 28 janvier en s'attaquant à deux (soutien interne et accès aux marchés) des trois piliers de l'agriculture (la concurrence à l'exportation complète le trio).

Soutien interne

S'agissant du soutien interne, le Canada a présenté un document au nom de plusieurs membres du groupe Cairns (Australie, Chili, Colombie, Costa Rica,

Guatemala, Malaisie, Pakistan, Paraguay, Thaïlande, Uruguay et Viet Nam). L'analyse s'efforce principalement de comparer les niveaux de soutien interne, en l'occurrence la catégorie orange ou mesure globale de soutien (MGS; soutien ayant des effets de distorsion des échanges), la catégorie bleue (semblable à la MGS, mais comportant des contraintes visant à réduire la distorsion), le *de minimis* (faible mesure de soutien ayant des effets de distorsion des échanges limités à 5 % de la valeur de la production [VP] pour les pays développés et à 10 % pour les pays en développement à l'exception de la Chine, pour laquelle il est de 8,5 %), et le soutien global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE = catégorie orange + catégorie bleue + *de minimis*). Le document reposait sur les disciplines proposées figurant dans le projet de texte révisé des modalités de 2008 ou Rev4.

Les calculs ont été effectués pour six des principaux pays de l'OMC, soit le Brésil, la Chine, l'Union européenne, l'Inde, le Japon et les États-Unis, en fonction de leur plus récente notification du soutien interne. Les résultats indiquent que seuls les États-Unis devraient réduire davantage leur soutien interne pour se conformer à leurs engagements. Ceci provient du fait que les réductions proposées du *de minimis* (de 5 % à 2,5 % de la VP) aboutiraient à un surplus de 4,38 milliards d'USD, ce qui serait considéré comme une MGS et se traduirait par une augmentation de 3,6 milliards de dollars de leur MGS totale consolidée.

L'Australie, le Canada et le Paraguay ont tous déclaré qu'ils espèrent que les États-Unis seront en mesure d'apporter le rajustement nécessaire. Les États-Unis, qui refusent de considérer la Rev4 comme le fondement de futures négociations, ont déclaré que l'analyse a

prouvé que le projet de texte de modalités est déséquilibré, car le soutien interne dans les pays en développement a des effets de distorsion des échanges aussi puissants que celui des pays développés. La Chine et l'Inde ont rétorqué que les subventions des membres développés sont conçues à des fins commerciales, tandis que les pays en développement les utilisent pour le développement.

L'une des bonnes caractéristiques de la Rev4 est que les réductions proposées des SGEDE empêcheraient les membres de manipuler leurs subventions en déplaçant le soutien d'une catégorie à une autre, ont déclaré quelques pays.

Accès aux marchés

Pour ce qui est de l'accès aux marchés, la discussion était plus générale et portait principalement sur les propositions du G-33 au sujet des produits spéciaux (PS) et du mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) déposées en 2012. De nombreux pays ont répété leurs préoccupations à l'égard de ces deux propositions, prétendant qu'elles sapent l'objectif accepté d'apporter des améliorations considérables à l'accès aux marchés, ainsi que la transparence et la prévisibilité que procure le principal projet de formule, a déclaré un fonctionnaire.

À l'égard de la formule d'accès aux marchés figurant dans la Rev4, d'aucuns ont fait valoir que bien que la formule respecte les objectifs de réduire fortement les tarifs les plus élevés des membres, ils sont néanmoins disposés à examiner des solutions de rechange. Sur ce point, l'Argentine a proposé d'utiliser les offres et les demandes présentées par des membres individuels d'une façon qui serait transparente et prévisible, et sans conclure d'accord secret au lieu d'une formule de réduction tarifaire. L'UE a également proposé de simplifier la formule en revenant au type de formule utilisé pendant le Cycle d'Uruguay, et qui comportait une réduction moyenne des tarifs.

« [Traduction] Au moment où nous quittons cette réunion, je conseille vivement à tous de bien vouloir discuter de façon plus concrète les uns avec les autres, parce que si nous continuons de naviguer dans cet océan de généralités, nous ne parviendrons probablement pas à aller bien loin », a déclaré l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, au sujet de ce sujet particulier.

Les membres ont également discuté de la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et de la demande du G-33 de considérer le

programme comme un soutien de la catégorie verte (exerçant des mesures de distorsion du commerce minimales ou nulles), mais quelques délégations ont formulé des préoccupations en relevant que la proposition modifierait la structure des dispositions de l'Accord sur l'agriculture au sujet du soutien interne en incluant un programme de soutien des prix à la catégorie verte.

.Les pourparlers du PTP s'intensifient à New York; une éventuelle conférence ministérielle est en vue

On pense que le commerce est l'un des quelques rares domaines dans lequel le gouvernement Obama et le Congrès dominé par les Républicains pourraient convenir de collaborer pour faire progresser les négociations dans lesquelles les États-Unis sont impliqués. Pour paver la voie à la conclusion d'un accord rapide cette année, le président des États-Unis, M. Barack Obama, a demandé au Congrès de lui accorder l'autorisation de promotion du commerce (TPA) lors de son discours sur l'état de l'Union annuel, afin que son gouvernement puisse conclure rapidement des accords comme le Partenariat transpacifique (PTP) et les pourparlers bilatéraux avec l'Europe (TTIP) avant que son mandat s'achève.

Les dirigeants républicains qui ont été désignés pour présider le Comité des finances du Sénat (Orrin Hatch, Utah) et le House Ways and Means Committee (Paul Ryan, Wisconsin) ont tous deux réagi favorablement à la requête du président et ont promis de faire de l'adoption de la TPA une priorité. Les deux comités ont pris des dispositions pour tenir des audiences et donner au représentant au commerce des États-Unis, M. Michael Froman, le temps de faire la promotion du programme commercial de M. Obama.

Au même moment, les négociateurs principaux (NP) du PTP et les principaux experts en la matière se sont réunis à New York du 22 janvier au 1^{er} février. Au cours de cette dernière série, les négociateurs se sont attaqués à des chapitres clés parmi lesquels les règles d'origine, l'investissement, les services financiers, les entreprises d'État (EE), la propriété intellectuelle et l'environnement. L'élan semble s'être intensifié, principalement à la suite de la poussée exercée récemment par les États-Unis pour faire avancer les choses cette année, avant que la campagne pour les

élections présidentielles retarde davantage une éventuelle conclusion des pourparlers.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, M. Tim Groser, a déclaré que des domaines sujets à controverse comme les règles de protection de l'élaboration de médicaments, pourraient encore faire dérailler les pourparlers. « [Traduction] Nous reconnaissons que d'énormes progrès ont été réalisés. Nous voyons des signes manifestes d'un élan. Tout a donc l'air de s'acheminer vers une conclusion, mais je suis de la partie depuis assez longtemps pour savoir qu'à moins que cela se fasse vraiment, ça ne se fait jamais », a déclaré M. Groser.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande a affirmé que son pays ne signera pas d'accord qui n'aboutira pas à des gains considérables pour le secteur laitier, le principal produit d'exportation de la Nouvelle-Zélande. « [Traduction] Nous ne signerons pas d'accord qui ne fait pas avancer nos principales exportations de façon considérable », a-t-il déclaré.

« Il y a déjà quelques bons éléments sur la table (...), mais pas assez pour que nous criions victoire », a-t-il ajouté en insistant sur le fait que le résultat du PTP doit comprendre davantage qu'un accord de libre-échange entre le Japon et l'Australie (JAFTA).

L'accord entre les États-Unis et le Japon est toujours l'élément central

Les pourparlers bilatéraux entre les États-Unis et le Japon continuent d'être au cœur des négociations, et l'on

pense que si un accord intervient dans ce domaine, il y aura des effets favorables sur le reste des chapitres en cours de négociation. Les deux puissances du PTP ont entrepris leurs discussions bilatérales à Washington, les 2 et 3 février.

L'USTR adjointe par intérim, M^{me} Wendy Cutler, et le négociateur principal en agriculture des États-Unis, M. Darci Vetter, ont rencontré l'ambassadeur du Japon, M. Hiroshi Oe, et le négociateur en agriculture, M. Makoto Osawa, au sujet de l'enjeu de l'accès aux marchés agricole, en sus des négociations que mène en parallèle M^{me} Cutler avec l'ambassadeur Takeo Mori au sujet du commerce des automobiles.

Les deux côtés ont déclaré qu'ils ont réalisé des progrès pendant la réunion de deux jours et qu'une seule réunion technique les sépare de la dernière ligne droite de leurs pourparlers, au cours de laquelle les questions comportant un enjeu politique important pourraient être réglées par leurs ministres du Commerce, tient-on d'une source bien informée.

Du travail intersessionnel devrait se dérouler sur divers chapitres tout au long du mois de février. Les négociateurs principaux des 12 pays se rencontreront probablement de nouveau à la mi-mars, selon diverses sources. Reste à voir si les ministres du Commerce participeront à cette réunion.

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS PRINCIPAUX

- Négociations bilatérales États-Unis-Japon, 2-3 février, Washington
- Conférence ministérielle du PTP, début mars (date et endroit à confirmer)
- Conférence des ministres de l'APEC responsables du Commerce, 23-24 mai, Boracay (Philippines)
- Forum de l'OCDE (mini-ministérielle de l'OMC), 2-3 juin, Paris
- Délai pour le programme de travail de l'après-Bali, 31 juillet
- Forum public de l'OMC, 30 septembre au 2 octobre
- Sommet du G-20, 15-16 novembre, Antalya (Turquie)
- Sommet des dirigeants de l'APEC, à déterminer, Manille
- 10^e Conférence ministérielle de l'OMC, 15-18 décembre, Nairobi

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter les sites producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonduncanada.ca, chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

